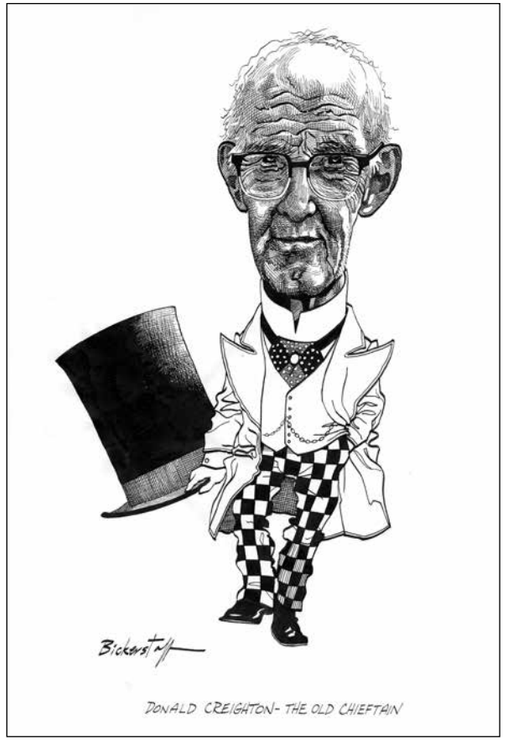

Martin nous rappelle que la politique au 19e siècle était un « métier très concurrentiel », que les premiers ministres n'étaient pas payés et que les élections étaient « violentes et onéreuses ». Martin éprouve clairement une admiration envers Macdonald, mais il spécule également qu'un scandale impliquant la rupture d'un contrat du gouvernement pour construire une cale sèche à Kingston a mené à une gamme d'erreurs fatidiques en 1891. Les accusations ont été fantastiques : un homme d'affaires fictif avait « gagné » le contrat pour un entrepreneur corrompu qui évidemment s'est heurté à une série d'incidents menant à des surcharges qui ont été facturées au ministère des Travaux publics. Le tout était louche et Macdonald le savait. Il savait aussi que sa carrière politique ne survivrait pas à ce scandale. Dans un sens, il a été chanceux de mourir à ce moment puisque le « Père Demain » n'aurait pas eu droit à une seconde.

L'*homo politicus* de Martin est un Macdonald plus crédible que l'*homo laurentianus* de Creighton. Peut-être que le Macdonald de Martin est un Macdonald qui peut nous servir après tout, le Macdonald dont nous avons besoin à une époque cynique où les relations chaleureuses entre les politiciens et les hommes d'affaires sont la norme et non l'exception. Prenez ma province, par exemple. Ignorant les conseils de sa fonction publique, le gouvernement du Nouveau-Brunswick a jeté 70 000 000 $ dans les poubelles en tentant de sauver une entreprise en faillite qui avait des liens avec certains libéraux, et pourtant pas un seul membre du cabinet ne s'est senti obligé de démissionner lorsqu'ils ont été confrontés au rapport accablant du vérificateur général. Le Macdonald de Martin nous rappelle que le domaine politique a toujours été ainsi.

UN TEMPS POUR LA RÉFLEXION, LA VÉRITÉ ET LA RÉCONCILIATION

BOB RAE a été élu onze fois à la Chambre des communes et à l'Assemblée législative de l'Ontario entre 1978 et 2013. De 1990 à 1995, il a été le 21e ministre de l'Ontario, et de 2011 à 2013, le chef par intérim du Parti libéral du Canada.

Il travaille maintenant comme avocat, négociateur, médiateur et arbitre ; il s'intéresse particulièrement aux enjeux liés aux Premières Nations, aux autochtones et aux questions de gouvernance. Il enseigne également à l'École de politiques publiques et de gouvernance de l'Université de Toronto. Il est un écrivain et commentateur très respecté.

Auteur de quatre livres, ainsi que de nombreux rapports et enquêtes, Bob Rae est un membre du Conseil privé, un Officier de l'Ordre du Canada, membre de l'Ordre de l'Ontario, et a reçu de nombreux prix et diplômes honorifiques décernés par des institutions canadiennes et internationales.

Le défi avec n'importe quel personnage, contemporain ou historique, est d'arriver à le considérer au-delà du stéréotype, au-delà du mystère, des interprétations, et par-delà notre tendance à essayer de résumer en un ou deux mots cette chose insaisissable que nous nommons « caractère ». Avec la célébration du 200e anniversaire de Sir John A, les discours sont à la fois truffés d'hagiographies et de fustigations virulentes. Il ne mérite ni les uns, ni les autres.

Il a été un homme de son temps, un homme possédant un don inhabituel pour la politique, ainsi que des défauts et des faiblesses. Il n'a pas été en mesure de totalement transcender les préjugés de son temps, et à certains moments importants, il les a incarnés. Il a été un père indispensable pour la Confédération. Il a su tourner un parti politique fragmenté en une force politique dominante au Canada pendant

plus de cinquante ans. Il a survécu à des scandales et à une défaite en revenant sur la scène politique et en devenant le personnage politique dominant du dernier quart du 19e siècle. Il a exercé son pouvoir en combinant charme et ténacité, et il a su prendre sa vision d'un pays uni d'un océan à l'autre et la transformer en actions concrètes.

Et pourtant, les compétences politiques de Macdonald et sa puissante vision qui lui a permis d'inspirer tant d'individus ne lui ont cependant pas permis de transcender sa base politique. Deux enjeux, la pendaison de Riel et sa participation active à la marginalisation des peuples autochtones du Canada, ont exacerbés des haines qui étaient déjà profondes et ont perpétués son patrimoine de la division qui est encore présent aujourd'hui.

Il est dommageable pour notre mémoire historique de perdre de vue ces deux côtés. Nous ne devrions pas excuser sa conduite; il y a eu des individus à son époque qui avaient pris une position différente et qui proposaient une autre façon de faire. L'argument selon lequel Macdonald « n'avait pas le choix », que ses actions reflètent tout simplement la politique et les mœurs de son temps, est trop simpliste. Macdonald avait le choix, et, plus que toute autre personnalité politique de son époque, il a donné libre cours à la pleine expression des valeurs de sa génération. Il a autant façonné l'opinion publique qu'il a été à son tour façonné par elle.

Lorsque le jeune avocat de Kingston a sondé la scène politique après la débâcle de la rébellion de 1837 et de la visite de Lord Durham et son rapport, il aurait constaté que les forces conservatrices dans ses propres provinces étaient en danger de se retirer et pourrait se muter en politiques réactionnaires pures et simples. Macdonald ne tenait pas la réforme en grande estime, mais il avait compris que le conservatisme devait éviter la tentation d'attaquer ouvertement le principe de la responsabilité parlementaire. Il n'était pas un démocrate, mais il était capable de deviner l'humeur du public et les tendances de l'époque.

De même, l'exposition de Macdonald aux politiques du Canada uni créées par Lord Durham lui a rapidement démontré que le respect entre les Français et les Anglais devait devenir un trait distinctif de la politique canadienne. Il se rendit compte que le partenariat créé entre Baldwin et Lafontaine devait avoir une contrepartie au cœur de son propre parti, et même alors qu'il possédait une base solide en Ontario, il savait qu'il devait en faire encore plus pour gagner une majorité.

Il savait que la partisanerie était la clé de son succès électoral, mais à ce moment critique dans la formation du pays, il a également compris qu'il ne pouvait simplement pas se limiter à son parti et ses factions. Alors que plus qu'un coup de chapeau doit aller à George Brown, Macdonald avait soupiré profondément et savait que la formation de la grande coalition était une étape essentielle dans la création d'une fédération plus large.

Tous les participants et observateurs de la vie politique voient la force vitale sous-tendant la survie de Macdonald et son retour après sa défaite politique et son profond embarras. Un homme moins grand se serait tranquillement retiré de la vie politique, humilié par l'exposition de son télégramme dans lequel il urgeait d'« envoyer un autre dix milles ». Mais pas Macdonald. Son endurance s'était bâtie sur sa résilience et à travers son engagement envers sa propre carrière et le succès de son parti. Il avait connu la défaite, mais il savait qu'une défaite n'est jamais permanente. La politique était sa vocation, son métier et sa vie. Il ressentait ceci au plus profond de lui-même, et sa passion était évidente pour ces pairs.

Dans l'un des plus célèbres discours à propos du Canada, Sir Wilfrid Laurier avait résumé la vie de Macdonald dans son éloge funèbre à la Chambre des communes. Il était, avait dit Laurier (qu'il serait difficile d'accuser d'être un empoté à ce sujet), un homme qui aimait le pouvoir, qui savait comment l'atteindre et comment le garder. Son charme et son élégance avaient été agencés à un désir profond de défendre les intérêts publics, et il avait appliqué ses compétences avec une ténacité et une résilience qui ont fait de lui, plus que toute autre chose, le plus grand chef politique de son temps.

Et pourtant, il y a ces deux échecs majeurs; sa décision de pendre Riel et sa persistance à défendre sa politique sur les autochtones qui produisit des résultats désastreux à long terme. Macdonald aurait certainement pu ne pas prendre cette première décision et il y avait eu beaucoup d'individus dans son entourage qui l'avaient urgé de ne pas pendre Riel. À propos de son deuxième échec, certains l'avaient averti par rapport aux conséquences qui pourrait se produire à cause d'une vision étroite basée sur le triomphe de la majorité blanche, mais encore une fois, Macdonald a choisi d'ignorer ces avertissements parce qu'il sentait qu'il avait une main gagnante, et parce que fondamentalement il n'était pas en désaccord avec ceux qui soutenaient que la meilleure politique autochtone était de planifier la disparition de la culture d'un peuple qui n'avait aucune chance de survie dans le monde moderne. La seule façon de s'assurer que les enfants ne deviennent pas des « sauvages » était de les retirer d'un environnement sauvage. La solution était donc les écoles résidentielles. La seule façon d'assurer une stabilité et l'harmonie entre les populations de la région des Prairies était de négocier des traités qui permettraient d'étendre le pouvoir de la Couronne. La meilleure façon de traiter un peuple voué à l'infériorité était de créer des réserves et des gouvernements bidons, et d'avoir confiance que l'industrialisation viendrait à bout d'achever ce travail d'extinction.

Utiliser ce type de langage peut sembler dur, mais en réalité ce sont des mots que Macdonald aurait lui-même utilisés et qu'il aurait également entendus autour de lui. Alexander Morris, un négociateur et commissaire travaillant auprès des autochtones, avait averti ses contemporains que les interprétations incluses dans les traités étaient trop étroites et qu'elles étaient utilisées dans le mauvais sens. Il s'est alors fait écarter et remplacer par des successeurs qui se conformaient davantage aux véritables volontés politiques de la majorité.

Aurait-il été possible de procéder d'une autre façon ? Bien sûr, mais les défenseurs des autochtones et leurs voix ne se faisaient que rarement entendre dans la communauté non autochtone. Macdonald considérait ceux-ci comme moralisateurs et pénibles, et il avait choisi de les ignorer.

Le mieux que l'on peut dire est que Macdonald avait, pour emprunter une expression populaire, une nation de complices volontaires dans ce parcours qui s'avèrera catastrophique pour les Premières Nations. Il n'était pas seul et n'a pas été son seul instigateur.

Cromwell avait dit à son portraitiste, dans des mots maintenant devenus célèbre, de le peindre « avec les verrues et tout ». Nous devrions faire la même chose avec Sir John A. Il a été un politicien victorieux devenu, selon l'opinion de ses pairs et de la plupart des historiens, un grand homme d'État. Mais il avait ses défauts et ses faiblesses, et nous ne pouvons pas les ignorer, les minimiser ou les excuser. Au contraire, nous devrions utiliser ce moment de réflexion pour considérer à la fois la source de sa grandeur et les conséquences des choix de son gouvernement et de ses successeurs. C'est de cette manière que nous pourrons réellement atteindre la vérité et la réconciliation.

LA QUÊTE DE MACDONALD POUR LA PROSPÉRITÉ A TRIOMPHÉ DES CONFLITS IDENTITAIRES ET SOCIAUX

Prosesseure **E. A. HEAMAN** est une historienne de l'Université McGill qui s'intéresse à l'histoire du début du Canada, en particulier aux 18e et 19e siècles. Elle travaille en ce moment sur un projet sur l'histoire de l'autorité durant les premières années du Canada, et de sa relation avec l'impérialisme et la science. Son objectif est de comprendre comment la révolution scientifique a remodelé le discours politique, en basant son étude de cas sur les connaissances que nous possédons sur le Canada. Ce travail repose sur une monographie précédente sur la sphère publique du 19e siècle au Canada, intitulée *The Inglorious Arts of Peace : Exhibitions in Canadian Society during the 19th Century* (Toronto, 1999).

Dès le début de sa carrière politique, John A. Macdonald proposait un choix clair à ces électeurs ; les politiques de la richesse ou les politiques de l'identité. En 1844, lorsqu'il a publié son programme dans la *Gazette* de Kingston, Macdonald a déclaré : « Dans un pays jeune comme le Canada, je suis d'avis qu'il est plus important de diriger nos efforts envers le développement des ressources et l'amélioration de nos avantages physiques que de perdre notre temps à légiférer et investir l'argent du peuple dans des discussions stériles sur des questions gouvernementales théoriques et abstraites. »[1] Macdonald a toujours été de l'avis que les querelles ne viendraient pas à bout de résoudre les différends du Canada, mais qu'investir dans le développement du pays pourrait y arriver. Il défendait cette notion avec une chaleur personnelle et une bonhommie qui s'étendaient même à ses opposants politiques. Peut-être que les Canadiens pourraient réellement être capables de s'entendre ! Mais la plate-forme de Macdonald avait un biais intégré en faveur de la richesse qui avait